



La lettre d'information de **Coalition PLUS** qui donne le pouls de votre association

ÉDITO

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la paludisme finance la moitié des traitements antirétroviraux dans le monde. C'est aussi l'une des seules institutions internationales finançant des programmes d'accès aux droits et à la santé pour les populations clés, y compris dans les contextes où celles-ci sont criminalisées. Investir dans le Fonds mondial est donc le meilleur moyen de lutter contre l'épidémie et d'y mettre fin.

Le Premier Ministre canadien l'a bien compris. Justin Trudeau s'est en effet engagé à augmenter de 20% la contribution de son pays à ce fonds pour la période 2017-2019. Le Luxembourg, les États-Unis et le Japon ont aussi fait le choix d'intensifier leurs efforts. La France est-elle sur le point de baisser les bras au moment même où la victoire contre le sida est à portée de main (voir ci-contre) ?

En refusant la moindre augmentation au Fonds mondial durant tout son mandat, François Hollande porterait la responsabilité directe de la mort de centaines de milliers de malades auxquels il avait promis secours à plusieurs occasions. Il a jusqu'au 16 septembre prochain pour changer d'avis, date à laquelle les États donateurs annonceront leur contribution financière.



Hakima Himmich - Présidente de Coalition PLUS & Présidente de l'association ALCS (Maroc)

SOUTENONS LE FONDS MONDIAL !

A lors que l'ONU a prévenu qu'avec une stagnation des financements internationaux l'épidémie de VIH repartirait à la hausse, le président François Hollande vient d'annoncer qu'il maintiendrait à l'identique la contribution française au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Cela brise une dynamique de mobilisation financière de tous les pays riches et risque de signer la reprise de l'épidémie mondiale du sida, provoquant la mort de milliers de malades.



Dans son dernier rapport, le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-moon l'a en effet rappelé : si les financements internationaux, qui permettent de renforcer les programmes de prévention et de soins dans les pays en développement n'augmentent pas au cours des prochaines années, les nouvelles infections repartiront à la hausse et le sida fera encore plus de morts. Actuellement, 100 000 personnes meurent du sida et 160 000 sont infectées à VIH chaque mois.

La décision de François Hollande de ne pas augmenter la contribution française est d'autant plus incompréhensible que les spectaculaires progrès réalisés depuis 15 ans contre le VIH permettent d'envisager la fin de l'épidémie d'ici à 2030. L'ONU l'a confirmé à la Réunion de Haut niveau consacrée au sida en juin dernier (voir page 2). Pour cela, elle évalue un besoin supplémentaire de 6 à 7 milliards de dollars par an. Une goutte d'eau à l'échelle des économies mondiales. Nous exhortons François Hollande à se ressaisir en annonçant une augmentation de la contribution de la France lors de la Conférence de reconstitution du Fonds mondial, qui réunira l'ensemble des États donateurs le 16 septembre prochain à Montréal.



DÉFINITION



POPULATIONS CLÉS

Dans la dynamique actuelle de l'épidémie de VIH/sida au niveau mondial, les communautés les plus exposées au virus sont les travailleuses et travailleurs du sexe, les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes et les injecteurs de drogues. En raison des discriminations, voire de la criminalisation qu'elles subissent, ces personnes sont en effet 10 à 24 fois plus susceptibles d'être infectées par le VIH que la population générale. En cause, un accès limité à la prévention et aux soins, lorsque leurs pratiques sexuelles ou d'usage de drogue sont condamnées par la société, voire par l'Etat. Selon les termes de référence des Nations Unies, ce sont des populations dites « clés » dans l'épidémie.

C'est à l'intention de ces populations que la riposte mondiale contre le sida doit redoubler d'efforts. Or, c'est tout l'inverse qui est en train de se passer. Lors de la Réunion de Haut Niveau consacrée à la fin du sida dans le monde le 8 juin au siège des Nations Unies à New York, les Etats ont en effet adopté un texte final très préjudiciable aux populations les plus vulnérables à l'épidémie (voir ci-contre). Le terme de « populations clés » est ainsi quasiment absent du texte final que les Etats ont ratifié. Pis, les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes, pourtant 20 fois plus exposés au VIH que la population générale, n'apparaissent qu'une seule fois dans le texte. Les rares mentions des populations clés sont accolées à un vocabulaire déshumanisant et stigmatisant, qui laisse la porte ouverte à des pratiques inacceptables, telles que le dépistage forcé ou encore l'enfermement de ces personnes « présumées » séropositives. Une véritable déception pour les associations présentes.

ONU - UN NET REcul SUR LES POPULATIONS CLÉS

Participant à la Réunion de Haut niveau de l'ONU consacrée à la fin du sida le 8 juin dernier à New-York, Coalition PLUS et son membre français AIDES ont salué le discours de la Ministre française Marisol Touraine en faveur des populations clés. Dans son discours, celle-ci a reconnu les faiblesses inadmissibles que comporte la déclaration finale des Etats sur ces populations les plus exposées au VIH, et rappelé l'importance de placer ces communautés au cœur de la riposte au VIH/sida pour espérer mettre fin à l'épidémie d'ici 2030. Il faut dire que cette Réunion de Haut Niveau semblait déjà mal engagée, alors que 22 ONG majoritairement LGBTI (personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées) n'avaient pas eu l'autorisation d'y participer. Une exclusion qui a d'ailleurs suscité des réactions indignées de nombreux Etats dont la France et de Coalition PLUS.



Les plaideurs de AIDES et de Coalition PLUS étaient présents avec leurs partenaires associatifs à New-York le 8 juin dernier à l'occasion de la Réunion de Haut niveau de l'ONU consacrée à la fin du sida aux côtés de la Ministre de la Santé française Marisol Touraine (au centre).

Sans augmentation des financements du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la paludisme, l'indispensable soutien que ce dernier fournit aux associations LGBTI, d'usagers de drogues et de travailleurs du sexe sera fortement menacé, notamment dans les pays à revenu intermédiaire comme le Maroc ou l'Ile Maurice. En effet, faute de moyens supplémentaires, le Fonds mondial a déjà dû cesser de soutenir ces programmes en Tunisie en 2016.

Selon l'ONUSIDA, il faut pourtant parvenir à déployer des services de prévention et de soin adaptés pour 16 millions de gays, 13 millions de travailleurs du sexe, 7,5 millions d'usagers de drogue et 1 million de femmes transgenre d'ici à 2020 pour parvenir à mettre fin au sida. Des programmes dédiés pour réduire drastiquement les nouvelles infections au sein de ces communautés : dépistage démedicalisé, centres de santé sexuelle communautaires, éducation par les pairs, réduction des risques à l'injection, assistance juridique...

OHCHR - VICTOIRE POUR LES DROITS LGBTI

Malgré les tentatives de blocage de plusieurs pays conservateurs, le Conseil des Droits de l'Homme (OHCHR) des Nations Unies a adopté le 30 juin dernier à Genève une résolution sur « la protection contre les violences et les discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre » qui prévoit pour la première fois la création d'un Expert indépendant. C'est le résultat d'une bataille de longue haleine menée par plus de 500 ONG d'au moins 100 pays, dont les organisations membres de Coalition PLUS. Cet expert aura pour mission de documenter et dénoncer les discriminations et violations des droits humains que subissent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) partout dans le monde. Aujourd'hui encore, à cause de leur orientation sexuelle, des millions de personnes sont victimes de meurtres, d'agressions, de torture, mais aussi de discriminations dans l'accès à la santé, au logement et au monde du travail.



« La création d'un mandat d'expert indépendant mettra en évidence les difficultés rencontrées par les personnes LGBTI pour se protéger du VIH. L'accès à la prévention et au traitement contre le VIH est un enjeu de vie ou de mort pour ces personnes. C'est aussi un enjeu pour la santé publique mondiale, alors qu'on sait qu'on peut mettre fin au sida d'ici 2030. »

| Aurélien Beaucamp - Président de AIDES et Administrateur de Coalition PLUS |

La prise de position de l' OHCHR est d'autant plus importante que la Déclaration politique sur la fin du sida adoptée par les Etats membres des Nations Unies le 8 juin dernier a quasiment éclipsé cette population clé de la feuille de route mondiale contre le VIH (voir page 2).

ENQUÊTE FLASH! PREP IN EUROPE

La prophylaxie pré-exposition ou PrEP est un nouvel outil de prévention du VIH. Son principe est simple : il s'agit d'un médicament prescrit à une personne séronégative, qui empêche le VIH de pénétrer dans l'organisme en cas de relation non protégée. Ce nouveau moyen de prévention est aussi efficace que le préservatif, à condition de respecter quelques principes élémentaires : suivre scrupuleusement la posologie et le schéma de prise, être suivi médicalement et se faire dépister régulièrement du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles (IST).

L'objectif de l'enquête Flash! PrEP in Europe est, à partir de données européennes, d'évaluer l'acceptabilité de la PrEP chez les populations les plus exposées au VIH. La France reste le seul pays européen actuellement à proposer une offre de PrEP parmi ceux ayant accepté de participer à l'enquête – en dehors de la Suisse. Il y a donc urgence à produire des données harmonisées en Europe sur les niveaux de connaissance, d'intérêt et d'intention vis-à-vis de l'utilisation de ce nouvel outil de prévention. C'est pourquoi, contrairement à la première version qui s'est déroulée au printemps 2014, le questionnaire est diffusé simultanément dans 11 pays européens et disponible en 10 langues.

Les résultats de ce projet innovant de recherche communautaire porté par AIDES, Coalition PLUS et l'université d'Amsterdam, en partenariat avec des acteurs de lutte contre le sida dans chaque pays dont le Groupe sida Genève en Suisse et ARAS en Roumanie, nous permettront de déterminer et défendre de manière plus efficace les besoins et attentes des personnes intéressées par la PrEP en Europe.

Pour participer : <http://tinyurl.com/prepareurope>

COALITION PLUS EST LABELLISÉE «DON EN CONFIANCE» !

À l'issue de la période d'instruction de sa candidature, Coalition PLUS a obtenu le label Don en confiance le 15 juin 2016. Cette labellisation signifie que Coalition PLUS satisfait aux quatre grands principes : transparence, respect du donateur, rigueur de la gestion, gestion désintéressée. Ce label est délivré pour trois ans renouvelables, au cours desquels un contrôle continu de respect de ces exigences est assuré par le Comité de la Charte du Don en confiance.

Coalition PLUS tient à ce label et en est très fière. La raison en est simple : chaque donateur a le droit de savoir comment est dépensé son argent et d'être assuré que nous fonctionnons en toute transparence.

Pour en savoir plus : www.donenconfiance.org

Le Comité de la Charte du Don en confiance est une association loi 1901 de droit privé, agissant en toute indépendance des pouvoirs publics. Elle a été créée en 1989 par de grandes associations et fondations sociales et humanitaires soucieuses de préserver et développer une relation de confiance avec leurs donateurs. Sa vocation est de promouvoir, à travers le label « Don en confiance » qu'elle accorde à ses membres, une plus grande rigueur pour permettre le don en confiance. Dans cette optique, elle a élaboré une Charte de déontologie à destination des associations et fondations faisant appel public à la générosité. Elle réunit aujourd'hui plus de 80 organisations, qui y adhèrent volontairement et s'engagent non seulement à respecter cette charte, mais également à se soumettre à son contrôle continu.

RÉSEAUX SOCIAUX

Pour suivre l'actualité de Coalition PLUS, connaître nos revendications, savoir comment évolue la pandémie, être informé-e de nos mobilisations et partager nos combats :



Le Blog de Coalition PLUS : www.coalitionplus.org/actualite/blog/



Notre page Facebook : www.facebook.com/coalitionplus



Notre compte Twitter : www.twitter.com/CoalitionPLUS

DEVENEZ AMBASSADEUR-DRICE

Les idéaux que nous défendons n'ont de valeur que parce que vous les partagez avec nous. Merci de combattre à nos côtés ! Ne l'oublions pas, l'union est notre force. En tant que donateur-trice, vous devenez ambassadeur-drice de Coalition PLUS. Parlez-en autour de vous et contribuez ainsi à enrayer l'épidémie.

FAITES UN DON

- Faites un don récurrent en remplissant le formulaire à télécharger dans la rubrique « Nous soutenir » de notre site internet.
- Faites un don ponctuel en envoyant en espèces ou par chèque (à l'ordre de Coalition Internationale Sida, PLUS).
- Pour toute information ou requête, notre Service Donateurs se tient à votre entière disposition par e-mail : dons@coalitionplus.org (France), servicedonateurs@coalitionplus.org (Belgique), donateurs@coalitionplus.org (Suisse) ou par voie postale à l'une des adresses suivantes :

FRANCE | Coalition Internationale Sida, PLUS - 14 rue Scandicci - Tour Essor 93508 Pantin Cedex - France

BELGIQUE | Coalition PLUS Belgique - 20 rue Sainte-Anne - 1000 Bruxelles - Belgique

SUISSE | Coalition PLUS Suisse - 9 rue du Grand-Pré - 1202 Genève - Suisse